JOURNAL OF INTERDISCIPLINARY HISTORY OF IDEAS

2025

Volume 14 Issue 27
Item 5

– Section 2: Notes –

Quel individu et pour quel État ?

Dialogue entre sociologie politique et histoire

par
Manuela Albertone et Pierre Birnbaum

CC BY

JIHI 2025

Volume 14 Issue 27

Section 1: Articles

1. *The Pearly Gates of the Central Sun: Science and the Location of Heaven in the 19th and 20th Centuries* (W.F. Ward)
2. *Theorizing American Exceptionalism: An Interdisciplinary Historiography and Intellectual History* (M. Jouet)
3. *Lady Welby: Her Support for and Erasure from the Eugenics Movement* (T. Malcomson)

Section 2: Notes

4. *Germans, Greeks, and Genealogies: Reconciling the Old and New in the History of International Security* (J. Mortensen)
5. *Quel individu et pour quel État ? Dialogue entre sociologie politique et histoire* (M. Albertone, P. Birnbaum)

Section 3: Reviews

6. *Alice's Jar: Essay Review on Three Recent Works on Ruins* (A. Montebugnoli)
7. *Book Reviews* (M. Campopiano, E. Pasini)

Quel individu et pour quel État ?
Dialogue entre sociologie politique et histoire

Manuela Albertone et Pierre Birnbaum *

Sociology and history intersect in the intellectual trajectory and research of Pierre Birnbaum, Professor Emeritus at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne. He has studied power and ideologies in contemporary France and the United States and is particularly renowned for his contributions on the relationship between the State and politico-administrative elites. He has also taken a comparative interest in the relationships between types of State and Jewish history. While the connection between sociology and history characterizes the work of many French sociologists, Pierre Birnbaum's academic background and experiences include moments that make him an exemplary case of interdisciplinarity for analyzing what idea of the State, and what relationship between State and individual, emerges from key moments in French history—from the French Revolution to the Third Republic, from the Dreyfus Affair to Vichy. In this dialogue, Pierre Birnbaum discusses with Manuela Albertone his personal and intellectual experiences and his interdisciplinary approach.

Sociologie et histoire se croisent dans le parcours intellectuel et les recherches de Pierre Birnbaum, professeur émérite à l'Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne. Il a travaillé sur le pouvoir et les idéologies en France et aux Etats-Unis à l'époque contemporaine et est spécialiste en particulier des rapports entre l'État et les élites politico-administratives. Il s'est aussi intéressé de manière comparative aux relations entre types d'États et histoires juives. Si le rapport entre sociologie et histoire caractérise la recherche de nombreux sociologues français, la formation et les expériences académiques de Pierre Birnbaum

* M. Albertone, University of Turin (*manuela.albertone @ unito.it*).

Journal of Interdisciplinary History of Ideas 14(2025), 27, p. 5:1–5:14. Non peer-reviewed.

sont marquées par des moments qui en font un cas exemplaire d'interdisciplinarité pour analyser quelle idée d'État et du rapport entre État et individu ressort de moments qui marquent l'histoire de la France, de la Révolution française, à la Troisième République, de l'affaire Dreyfus jusqu'à Vichy.

1 Tu participes *du débat politique et intellectuel français contemporain. Tu es apprécié par tes nombreux travaux, je mentionne parmi les plus connus des titres très différents,* Les Fous de la République : histoire politique des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy *(1992),* Léon Blum : un portrait *(2016),* Où va l'État ? Essai sur les nouvelles élites au pouvoir *(2018),* La leçon de Vichy. Une histoire personnelle *(2022). Ta carrière d'écrivain prolifique a commencé en 1971 par* La structure du pouvoir aux États-Unis *ainsi que par* La fin du politique *(1975). Tu es sociologue de la politique et historien à la fois. Comment te définirais-tu toi-même ? Comment aimerais-tu qu'on te décrive ? Tu es un chercheur dont le travail porte une forte empreinte interdisciplinaire. Commençons alors notre dialogue par tes années de formation en sociologie politique. Dès le départ, ton approche de recherche se distingue par une forte dimension historique. Cette orientation faisait-elle déjà partie de ton parcours universitaire ? Et aujourd'hui, comment te situes-tu dans le paysage de la sociologie politique en France ?*

Il me semble que ma chance est d'avoir été au lycée un mauvais élève incapable d'affronter, par exemple, la préparation de l'École Normale Supérieure et ce concours roi si exigeant. Par chance, tout a été de travers. J'étais très faible, entre autres, en mathématiques et physique et, par méconnaissance, à la suite d'une mauvaise orientation, j'ai préparé un premier baccalauréat moderne au fondement scientifique, à l'époque une voie de garage, loin des grandes filières littéraires prestigieuses. Par chance, j'ai été admis. Puis les choses se sont arrangées en classe de philosophie, d'autant plus qu'au lycée j'ai eu la chance d'avoir plusieurs professeurs fabuleux de compétence en histoire comme en littérature

ou en philosophie, que j'ai retrouvés plus tard, une fois devenu enseignant à l'IEP (Institut d'études politiques), comme Jean Baby qui y enseignait le marxisme[1] ou André Jardin, le meilleur spécialiste de Tocqueville[2]. Les fées ont été bonnes et, par miracle, sans avoir été élève de préparation spécifique, j'ai réussi le difficile concours d'entré à l'IEP de Paris, simplement après avoir lu, sur les conseils avisés et mon ami Michel Troper[3], trois ouvrages, dont le livre très général de Charles Morazé, *Les bourgeois conquérants* [4]. Or, l'IEP, accompagné d'une licence en quatre années de droit, c'était parfait, entre réflexions sur la fonction publique, les élites et l'État, la connaissance fondamentale du droit administratif, l'apprentissage de l'histoire politique et sociale, mais aussi de l'histoire des idées, une diversité fabuleuse d'enseignements, une grande liberté de choix. Tout ça me donnait la possibilité de passer les examens de droit en septembre, le temps libre pour flâner au Collège de France ou dans les cinémas de quartier et à la cinémathèque, une vie d'étudiant de rêve qui a disparu de nos jours devant tant de contraintes et de rigidité. C'est une vie qui ouvre aussi à la liberté de glaner, de passer d'un domaine à l'autre, et d'une institution à l'autre, impensable de nos jours. À la fin de ce cycle, autre miracle, Raymond Aron, que je n'ai jamais rencontré, m'accepte en Thèse de Troisième cycle, doctorat qui vient d'être créé. Par une audace invraisemblable, j'obtiens un rendez-vous dans son petit bureau, rue de Tournon, et Aron veut bien me prendre en thèse, scène fondatrice de ma vie universitaire et personnelle, moment de confiance qui demeurera jusqu'à sa disparition et qui oriente largement mon travail.

À côté d'études diversifiées, la rencontre avec Raymond Aron a été essentielle. Il était l'un des rares universitaires à connaître à l'époque la sociologie américaine contemporaine et à s'opposer, dans son grand livre *L'Opium des in-*

[1] Jean Baby, *Critique de base. Le parti communiste français entre le passé et l'avenir* (Paris : Maspéro, 1960).

[2] André Jardin, *Alexis de Tocqueville. 1805-1859*, Paris : Hachette, 1984) ; Pierre Birnbaum, *La fin du politique* (Paris : Éditions du Seuil, 1975).

[3] Sur Michel Troper, voir dans cette même revue, Manuela Albertone, Michel Troper, « Interpréter les faits. Dialogue entre histoire et droit », *Journal of Interdisciplinary History of Ideas*, VI, n. 11 (2017) : 1-20, http://dx.doi.org/10.13135/2280-8574/2316.

[4] Marc Bloch. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (Oslo : H. Aschehoug 1931) ; Paul Hazard. *La crise de la conscience européenne (1680-1715)* (Paris : Boivin, 1935) ; Charles Morazé. *Les bourgeois conquérants* (Paris : A. Colin, 1957).

tellectuels[1] à un marxisme rigide, le seul professeur de sociologie politique qui enseigne la pensée de Max Weber, mais aussi celle de Pareto ou de Tocqueville, des auteurs qui vont ainsi orienter plus tard mes propres recherches sur le pouvoir. Il suffit de se mettre au travail, en m'inspirant des perspectives aroniennes sur la diversification des élites, analysée de manière comparative. Elles se rapproche de thèmes qui me sont familiers depuis Sciences Po, thématique qui sera longtemps la mienne et menant, plus tard, à des études comme *Les sommets de l'État* [2] ou encore, à des enquêtes collectives que j'ai dirigées sur les élites en France, *La classe dirigeante française* [3], *Les élites socialistes au pouvoir*[4]. La dimension empirique est essentielle et oriente la théorie politique du pouvoir, son mode d'action pluraliste. Il suffit de travailler sérieusement, d'autant plus qu'à l'époque, quasiment aucun universitaire n'obtient un emploi sans être normalien et agrégé. Donc, j'ai beaucoup travaillé en solitaire dans ma petite chambre de bonne, en suivant le séminaire d'Aron, mais aussi, presque clandestinement, en passant presque tous les certificats de la licence de sociologie !!! Il s'est agi d'une formation pluridisciplinaire avec aussi des certificats d'économie à l'IEP ou à la Sorbonne, un moment privilégié, où l'on peut presque construire son propre menu universitaire !!! J'ai continué à travailler comme pour mériter mon sort privilégié : à la fin de son existence, Raymond Aron m'a dit, « vous êtes l'un des très rares de votre génération de sociologue à avoir travaillé », ce qui était, je pense, le meilleur des compliments.

Loin des débats qui dominent à l'époque autour du structuralisme, sous sa forme linguistique ou ethnologique, loin du marxisme à la Louis Althusser ou à la Nicos Poulantʒas[5], qui néglige les rôles des acteurs et des élites, loin enfin de la vision en terme de reproduction, développée par Pierre Bourdieu (au sein du groupe de sociologues auquel je suis rattaché par l'entremise de Raymond Aron), à l'écart donc des perspectives dominantes, je prépare ma thèse sur la structure du pouvoir aux Etats-Unis, à partir de nombreuses lectures de socio-

[1] Raymond Aron, *L'opium des intellectuels* (Paris : Calmann-Lévy, 1955).
[2] Pierre Birnbaum, *Les sommets de l'État : essai sur l'élite du pouvoir en France* (Paris : Éditions du Seuil, 1977).
[3] Id., Charles Barucq, Michel Bellaiche, Alain Marié, *La classe dirigeante française : dissociation, interprétation, intégration* (Paris : Presses universitaires de France, 1978).
[4] Pierre Birnbaum, *Les élites socialistes au pouvoir* (Paris : Presses universitaires de France, 1985).
[5] Nicos Poulantʒas, *Pouvoir politique et classes sociales de l'état capitaliste* (Paris : Maspéro, 1968).

logues américains, mais aussi de recherches empiriques quantitatives. Nouveau miracle, Aron, après avoir demandé son avis à Pierre Bourdieu, dont j'étais très éloigné et dont je redoutais le jugement, accepte ma thèse soutenue à la Sorbonne.

2 On a *l'impression de lire la page d'un roman, tant ta narration est passionnée et les circonstances riches. Tu as eu la chance de vivre les années de ta formation à une époque où les intellectuels français étaient un point de référence même hors de France. L'interdisciplinarité est une marque de la culture française. Je dirais quand même que ton parcours a été original et personnel, pas du tout par hasard.*

À l'époque où le structuralisme et le marxisme étaient les traits dominants, tu t'es davantage tourné vers l'histoire et la sociologie, selon la meilleure tradition des « Annales », et tu as su profiter d'une liberté de choix, qu'on regrette que les jeunes générations d'étudiants et d'étudiantes ne connaissent plus. Tu n'as pas partagé la culture de la déconstruction, comme critique de la modernité, des années '60-'70. Althusser, Lacan ou Foucault venaient de la philosophie et ont attaqué les sciences sociales ainsi que toute prétention scientiste. Ton intérêt précoce pour l'histoire a-t-il influencé ton refus d'une approche qui se caractérisa par l'affaissement de l'histoire ?

Dès les années de ta formation, il me semble que trois éléments se dessinent comme traits distinctifs : l'approche historique de la sociologie, l'attention à la fonction publique, une méthodologie comparative. Dans ta perspective, sociologie et histoire se rencontrent à travers une logique comparative. Avant d'aborder plus directement tes travaux et pour compléter le tableau de ta formation, qu'est-ce que tu as retenu des années passées aux États-Unis ?

Est-ce par marginalité sociale ou par stratégie intellectuelle, mises bout à bout, j'ai passé de nombreuses années au sein des universités américaines, d'innombrables trimestres où même quasi-années universitaires. Dans une France

post 1968, je demeure comme éloigné des querelles idéologiques qui embrasent la scène culturelle. Et, dès les années 1970, je suis invité à l'Université de Chicago par des sociologues et des politistes. Les *Chicago boys* de gauche règnent alors sur la discipline, Ira Kaztnelson, Philip Schmitter, Adam Przeworski et Ary Zolberg qui deviennent durablement des amis proches. Tous construisent une œuvre comparative au fondement historique, ancrées sur la théorie des stratégies individuelles qui structurent les conflits socio-économiques à partir de l'étude d'un domaine spécifique, que ce soit les conflits inter-raciaux, les stratégies de mobilisation électorale, les rapports entre patronat et État ou encore les mouvements de construction nationale en Afrique. A leurs yeux, le choix des acteurs fonde l'action dans une démarche wébérienne classique qui donne naissance à une sociologie historique novatrice, dont je vais tenter de m'inspirer moi-même en sociologie politique. Les rencontres se succèdent, les discussions collectives tissent ce milieu dans lequel je m'intègre et que je ne quitterai jamais puisque nous sommes encore de nos jours demeurés des amis proches. En 1975 je passe un long trimestre à Oxford, où je deviens ami avec Steven Lukes, Geraint Parry, Jack Lively ou Brian Barry, qui animent les sciences sociales anglo-saxonnes et adhèrent eux aussi à ces discussions autour des limites et de l'intérêt de l'individualisme méthodologique appliqué à la sociologie du pouvoir. Je fais partie de ce monde anglo-saxon, qui se retrouve dans nombre de colloques, de conférences en Europe ou aux Etats-Unis. Je suis élu au comité directeur du Consortium européen de science politique, où siège aussi Stein Rokkan. Il élabore à la même époque sa carte conceptuelle de l'Europe croisant plusieurs axes, dont la culture, dans le contexte de laquelle s'élaborent les choix individuels et collectifs. Rokkan bouleverse la discipline de la sociologie politique comparative en s'éloignant du carcan marxiste, il permet une approche comparative de l'État qui tient compte de nombreuses variables en fonction desquelles agissent les divers acteurs. Sa leçon demeure essentielle.

Je ne m'éloignerai jamais de ce milieu si novateur anglo-saxon, animé aussi par de formidables sociologues finlandais ou norvégiens, tous membres de ce vaste réseau. Je reste fidèle à ce milieu ignoré en France, toujours dominée alors les modèles structuralistes divers. Plus tard, je rencontrerai Albert Hirschman, dont je publierai plusieurs livres dans ma collection, « L'espace du politique », chez Fayard. Hirschman base lui-aussi sa réflexion sur les stratégies et les contradictions, il construit une œuvre fabuleuse autour des intérêts privés

et de la recherche du bonheur public et élabore un riche modèle essentiel sur les stratégies de sortie, de prise de parole ou de loyauté, dont je vais m'inspirer. Mais je rencontre aussi le grand Charles Tilly à la New School for Social Research, où j'enseigne un trimestre toutes les deux années, un ami qui combine histoire et sociologie, souvent à partir du cas français, un homme généreux lui-aussi, qui rassemble dans son séminaire une pléiade de talents. Tilly élabore à la même époque avec Stein Rokkan leur livre comparatif décisif sur l'analyse comparative des États, des mouvements sociaux, des conflits[1]. Les liens intellectuels et affectifs instaurés avec ces chercheurs seront indestructibles et essentiels à mon propre travail, à mon insertion aussi dans un monde fraternel. Leurs travaux hostiles à la vision purement utilitariste de l'action collective inspirent d'une manière ou d'une autre toutes mes propres recherches, de même que celle de sociologues français qui me sont proches, comme François Chazel ou encore Raymond Boudon. J'édite avec eux plusieurs ouvrages collectifs, publiés chez Armand Colin ou aux PUF, destinés à légitimer ces nouvelles approches, fondées sur les stratégies des acteurs dans des contextes culturels comparatifs. Grâce à de nombreuses traductions de ces auteurs, à leur présentation, nous contribuons ainsi à introduire ces démarches dans le monde universitaire français.

À travers *ces tableaux nourris d'expériences personnelles et intellectuelles qui mettent en lumière ton parcours interdisciplinaire de sociologue, on voit se dessiner plus nettement les traits caractéristiques de ton travail d'historien. L'État et les Juifs d'un côté, la Révolution française de l'autre : deux thématiques*

[1] Charles Tillly (ed*), The Formation of National States in Western Europe* (Princeton : Princeton University Press, 1975) ; Stein Rokkan, *State-Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe*, based on his collected works, ed. Peter Flora, (Oxford : Oxford University Press, 1999).

que tu as explorées en profondeur, en travaillant directement sur les sources d'archives. Pour ma part, je suis historienne, spécialisée en histoire intellectuelle, attentive aux liens entre les textes et leurs contextes, entre les motivations individuelles et les dynamiques collectives — une méthodologie qui appelle d'emblée une approche interdisciplinaire. La Révolution française est également au cœur de mes recherches. Je retrouve dans tes livres des idées qui se répondent d'un ouvrage à l'autre, de la liberté religieuse à la justice sociale, de la construction de l'État, au rôle des élites et à la formation à la citoyenneté, prolongeant certains acquis de la Révolution, comme un fil conducteur qui traverse l'ensemble de ton œuvre jusqu'à ta biographie de Léon Blum, qui m'a passionnée comme un roman. Ma question est donc la suivante : comment s'est construit ton parcours d'historien ? Quelles interrogations t'ont guidé, quelles sources t'ont nourri, quelle méthodologie as-tu adoptée au fil de ton travail ?

L'étude comparative de l'histoire sert de vérification ou d'infirmation des modèles de sociologie politique et, en particulier, des différents types d'États, d'espaces publics et de citoyennetés. Je prends en compte la distinction entre État fort et État faible, qui repose sur le degré d'institutionnalisation et de différenciation de l'État. L'État fort a été construit en tant que structure institutionnalisée, ayant une capacité d'action autonome sur sa société civile, différencié par rapport à la classe dirigeante, aux religions mais aussi aux groupes de pression et aux appartenances ethniques. Dans cette logique de l'État fort, la citoyenneté elle-aussi revêt une majesté et une force distincte qui ne se retrouve pas dans les États faibles plus ouverts au pluralisme culturel.

Ces hypothèses de travail constituent des hypothèses, des formes de corrélation qu'il s'agit de vérifier. D'où le recours à l'histoire. L'histoire des États, de leurs structures, des élites qui les dirigent, des phénomènes de circulation horizontale et non verticales (à la Pareto) des élites, de leurs actions sur la société, mais aussi des formes de réaction des acteurs civils. J'ai travaillé sur les élites politico-administratives en fonction des types d'État, de leur recrutement distinct, dans la logique de l'un de mes premiers livres, *Les sommets de l'État* [1]. Plus l'État est institutionnalisé et différencié, davantage il est maître du recrutement de ses élites : d'où l'opposition, par exemple, entre la France et les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou l'Italie. Ainsi, aux Etats-Unis, les élites éta-

[1] Pierre Birnbaum, *Les sommets de l'État* cit.

tiques se recrutent souvent directement dans le monde des affaires tout comme, à un degré moindre, en Grande Bretagne dans la classe dirigeante. En Italie elles sont profondément liées aux partis politiques. Dans la même logique, davantage un État est fort, davantage il suscite à son encontre des mobilisations radicales de dédifférenciation.

J'ai travaillé à partir d'archives nationales et locales sur le cas français en analysant la transformation des élites politico-administratives en examinant les mécanismes de recrutement des hauts fonctionnaires jusqu'à l'époque récente[1], où la logique du marché risque de dédifférencier partiellement l'État, de réduire son institutionnalisation par l'entrée d'élites issues du secteur privés au sein de ses structures. Une autre perspective de recherche, qui s'est imposée, a été celle du lien entre État et citoyenneté à partir de l'exemple des Juifs, qui ont été émancipés dès la Révolution française pour la première fois dans l'histoire moderne. Dans la logique révolutionnaire de l'espace public, leur accès à la citoyenneté s'impose assez rapidement en dépit des réserves des dignitaires de l'Église catholique. Mon travail a consisté à analyser les dossiers des hauts fonctionnaires juifs, des préfets, des généraux, des juges mais aussi des députés, des sénateurs et des ministres juifs qui accèdent, fait unique dans le monde moderne, à ces emplois à travers le XIX^{e} siècle. La logique de l'État fort permet seule aux Juifs de servir ainsi l'État et d'agir en son nom jusque dans les départements, en mettant en œuvre sa politique et ses réformes, telle l'instauration de la séparation de l'Église et de l'État. Les dossiers personnels de ces hauts fonctionnaires ou membres du personnel politique se révèlent d'une grande richesse sur leurs carrières, leurs opinions, leurs stratégies matrimoniales etc. Ces Fous de la République en viennent ainsi à incarner l'action de l'État en suscitant à leur encontre un profond antisémitisme politique, de l'Affaire Dreyfus à Vichy qui a mené souvent à leur déportation fatale[2]. Les violentes manifestations antisémites qui se déroulent en 1898 durant l'Affaire Dreyfus démontrent la vivacité du refus de la présence des Juifs dans l'État auquel le régime de Vichy mettra un terme en 1940[3]. J'ai systématisé cette utilisation de la notion d'antisémitisme politique en tant que réaction à l'État qui permet aux Juifs d'accéder à

[1] Id., *Où va l'Etat ?* (Paris : Éditions du Seuil, 2018).
[2] Id., *Les fous de la République. Histoire des Juifs d'Etat, de Gambetta à Vichy* (Paris : Fayard, 1992).
[3] Id., *Le moment antisémite. Un tour de la France en 1898* (Paris : Fayard, 1998).

ses structures, à partir des exemples de Léon Blum ou de Pierre Mendès France, en montrant, de manière logique, que cet antisémitisme politique n'existe pas ou peu dans les sociétés à État faible, qui excluent longtemps les Juifs au profit de la classe dominante. En France, cet antisémitisme politique extrême, incarné par Charles Maurras, mène à Vichy, à la persécution des Juifs par un contre-État raciste, qui me menace moi-même dans mon existence comme je le montre, à partir d'archives nationales ou départementales[1].

Dans une perspective proche, j'ai travaillé sur les prises de position favorables ou hostiles à l'émancipation des Juifs qui précèdent la Révolution française en publiant pour la première fois les textes essentiels du Concours de Metz de 1785[2]. Dans ce travail j'ai examiné un cas d'accusation de meurtre rituel qui se produit à Metz en 1669, où les notables locaux condamnent à mort Raphael Lévy, alors que l'État aurait pu le sauver, si le Roi avait été sollicité[3]. J'ai publié pour la première fois les actes du procès. D'autres pistes s'inspirent de la même logique, telle l'étude des prières des Juifs pour l'État, qui sont différentes dans leur intensité et leurs formes, selon le type d'État. J'ai travaillé sur les prières, de Louis XIII à la Quatrième République, en publiant pour la première fois d'innombrables prières d'une immense dévotion à l'égard des Rois, des Empereurs ou de la République, comme forme de citoyenneté militante, comme volonté d'appartenir à la nation incarnée par l'État[4]. Cette logique de l'État qui prétend s'imposer à la société civile en unifiant ses valeurs se marque aussi dans la nourriture : la Révolution française prétend ainsi obliger les citoyens à manger la même nourriture à la même table des citoyens, en refusant toute forme de pluralisme culinaire alors que, presque au même moment, les juifs américains mangent tranquillement, à Philadelphie, une nourriture cachère à leur propre table durant la célébration de la Constitution de 1787. Dans ce sens, l'État à la française, avec son message universaliste et sa forte centralisation, respecte peu le pluralisme culturel ou linguistique, au nom de sa prétention à incarner la Raison et, au nom de cette citoyenneté forte, lamine les valeurs distinctes de ses citoyens.

[1] Id., *La leçon de Vichy. Une histoire personnelle* (Paris, Éditions du Seuil, 2019).
[2] Id., *Concours de Metz de 1785, Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux ?* (Paris, Éditions du Seuil, 2017).
[3] Id., *Un récit de meurtre rituel. L'affaire Raphael Lévy, Metz 1669* (Paris : Fayard, 2008).
[4] Id., *Prier pour l'Etat. Les Juifs, l'alliance royale et la démocratie*, (Paris : Calmann-Lévy, 2005).

Dans ce sens, la Révolution française structure à jamais le destin de la société française : sa conception universaliste de la société, sa vision d'une citoyenneté détachée de toute appartenance collective spécifique, le rôle qu'elle confère à l'État dans la régénération de la société, dans son organisation centralisée par le haut rétive à toutes les formes de pluralisme, structure l'exceptionnalisme français. D'un siècle à l'autre, l'imaginaire des citoyens en est marquéet, de nos jours encore, la France s'accommode mal des revendications pluralistes, religieuse comme linguistique ou territoriale. L'imaginaire des intellectuels et des écrivains se trouve également façonné par cette vision universaliste, cette idée d'une Raison exigeante, d'un bonheur civique ancré dans l'espace public. Les Lumières à la française, si distinctes des Lumières anglo-saxonnes, symbolisent cette approche.

Les Juifs français y adhèrent passionnément et inscrivent leur histoire au sein de cette nation de citoyens. Peu d'entre eux, au tournant du XX^e^ siècle, deviennent sionistes ou marxistes, l'intégration républicaine façonnée par l'État fort et ses écoles d'élite demeure la voie royale. Les sociologues juifs français, comme Emile Durkheim, célèbrent cette forme d'intégration à la nation, sa conception de la citoyenneté supposée compatible avec le maintien du pluralisme culturel : il s'engage dès lors, au moment de l'Affaire Dreyfus, contre le camp réactionnaire hostile à la République. Dès lors se dessine un lien entre conception de la nation et vision du monde, entre type de citoyenneté et imaginaire, entre interprétation de l'espace public et littérature.

La quasi-absence d'écrivains juifs en France avant le régime de Vichy, qui met un terme aux rêves d'intégration, et leur abondance au sein de sociétés à États faibles et décentralisés, tels l'empire austro-hongrois, l'Italie ou les États-Unis découle-t-telle de ces logiques historiques contraires ? En examinant les romans écrits au tournant du XX^e^ siècle, au moment de l'entrée dans la modernité, au sein de sociétés à États forts ou faibles, on aborde un nouveau domaine de la sociologie politique comparative en se proposant d'examiner l'imaginaire politique d'écrivains juifs qui écrivent leurs romans au sein de ces sociétés profondément distinctes : confirment-ils ou infirment-ils la logique des États forts ou faibles analysées précédemment ? De l'Autriche-Hongrie (avec Stefan Zweig, Arthur Schnitzler, Joseph Roth etc.) aux États-Unis (avec, à cette époque, Abraham Cahan, Henry Roth et déjà, Saul Bellow) en passant par l'Allemagne (Jacob Wassermann, Vicky Baum etc.), l'Italie (Italo Svevo, Umberto Basa etc.),

la Grande-Bretagne (Israel Zangwill) et la France (Jean-Richard Bloch, Marcel Proust, Albert Cohen, Irène Némirovsky), on s'interroge sur la manière dont ces romanciers abordent les questions de l'assimilation, du sionisme, de l'antisémitisme, du communisme ou du rapport à l'État. Des traits semblables se dessinent qui vont à l'encontre de la logique comparative générale esquissée précédemment : tous sont confrontés à l'antisémitisme, tous refusent le sionisme, presque tous s'opposent au communisme ou rejettent l'intégration à l'État et l'assimilation complète à la nation, en demeurant fidèle à l'univers culturel de la sociabilité juive. Dans ce sens, presque tous ont le sentiment de se trouver dans une impasse historique, dans une situation identique sans issue qui frise le malheur. Reste, pour confirmer néanmoins partiellement les acquis de la sociologie comparative de l'État, qu'à l'exception de Marcel Proust, baptisé catholique et fidèle à l'Église, en dépit de sa mémoire juive et qui a, du même coup, le sens du malheur à l'instar, par exemple, des écrivains austro-hongrois, la société française avec son modèle de l'État fort et méritocratique entraine seule l'imagination des romanciers juifs vers la voie de l'assimilation, de l'universalisme et même, dès cette époque, avec l'exemple de Jean-Richard Bloch, vers le communisme comme autre rêve universaliste[1].

Bibliographie

Albertone, Manuela et Michel Troper. « Interpréter les faits. Dialogue entre histoire et droit », *Journal of Interdisciplinary History of Ideas*, VI, n. 11 (2017) : 1-20, http://dx.doi.org/10.13135/2280-8574/2316.

Aron, Raymond. *L'opium des intellectuels*. Paris : Calmann-Lévy, 1955.

[1] Id., *Marcel Proust. L'adieu au monde juif* (Paris : Éditions du Seuil, 2022) ainsi que *Le roman du malheur. De Vienne à New York, écrivains juifs du tournant du XX^e siècle* (Paris : Gallimard, 2025).

Baby, Jean. *Critique de base. Le parti communiste français entre le passé et l'avenir*. Paris : Maspéro, 1960.
Birnbaum, Pierre. *La fin du politique*. Paris : Éditions du Seuil, 1975.
——. *Les sommets de l'État : essai sur l'élite du pouvoir en France*. Paris : Éditions du Seuil, 1977.
—— (éd.). *Les élites socialistes au pouvoir*. Paris : Presses universitaires de France, 1985.
——. *Les fous de la République. Histoire des Juifs d'Etat, de Gambetta à Vichy*. Paris : Fayard, 1992.
——. *Le moment antisémite. Un tour de la France en 1898*. Paris : Fayard, 1998.
——. *Prier pour l'État. Les Juifs, l'alliance royale et la démocratie*. Paris : Calmann-Lévy, 2005.
——. *Un récit de meurtre rituel. L'affaire Raphael Lévy, Metz 1669* Paris : Fayard, 2008.
——. *Concours de Metz de 1785, Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux* ? Paris : Éditions du Seuil, 2017.
——. *Où va l'Etat ?* Paris : Éditions du Seuil, 2018.
——. *La leçon de Vichy. Une histoire personnelle*. Paris : Éditions du Seuil, 2019.
——. *Marcel Proust. L'adieu au monde juif*. Paris : Éditions du Seuil, 2022.
——. *Le roman du malheur. De Vienne à New York, écrivains juifs du tournant du XX^e siècle*. Paris : Gallimard, 2025.
Birnbaum, Pierre, Charles Barucq, Michel Bellaiche, et Alain Marié. *La classe dirigeante française : dissociation, interprétation, intégration*. Paris : Presses universitaires de France, 1978.
Bloch, Marc. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Oslo : H. Aschehoug 1931.
Hazard, Paul. *La crise de la conscience européenne (1680-1715)*. Paris : Boivin, 1935.
Jardin, André. *Alexis de Tocqueville. 1805-1859*. Paris : Hachette, 1984.
Morazé, Charles. *Les bourgeois conquérants*. Paris : A. Colin, 1957.
Poulantzas, Nicos. *Pouvoir politique et classes sociales de l'état capitaliste*. Paris : Maspéro, 1968.
Rokkan, Stein. *State-Formation, Nation-Building and Mass Politics in Europe*, based on his collected works, ed. Peter Flora. Oxford : Oxford University Press, 1999.
Tilly, Charles (éd.). *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton : Princeton University Press, 1975.

Manifestation pour les congés payés, 1936 (Copyright CGT – Tous droits réservés : https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/temps-libre/les-conges-payes-dou-ca-vient).